

NOTE
A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Questions d'actualité - 20 avril 2015

1. Loi d'encadrement du renseignement : une visibilité en hausse ; des fragilités ; un narratif qui reste à imposer.

⇒ 58% des Français ont « *entendu parler* » du projet de loi, soit 13 points de plus en une semaine.

Mais la part de ceux qui disent voir « *précisément de quoi il s'agit* » n'augmente pas : les sondés ont sans doute entendu parler du débat sur la loi plus que des mesures.

⇒ 56% (52 à gauche, 58 à droite) sont « *d'accord avec [ceux qui] disent que ce projet de loi ne prévoit pas suffisamment de contrôles et qu'il va menacer les libertés individuelles* ».

➤ Cette formulation générale, sans lien avec la notion de terrorisme (dont on a vu qu'elle jouait beaucoup), révèle surtout les faiblesses de notre récit sur la loi qu'un jugement sur les mesures précises qu'elle contient (qui, prise une à une, sont beaucoup mieux jugées).

S'il paraît peu probable que le soutien s'affaiblisse considérablement tant que la conscience du danger terroriste persistera, le risque semble porter moins sur le fond que sur la forme : perdre la bataille du narratif, qui pourrait être fatal.

Nous pourrions encore davantage diffuser notre message : nous ne voulons pas établir une surveillance généralisée mais au contraire *encadrer le renseignement* tout en le rendant plus efficace dans la *lutte anti-terroriste*.

2. Impôts : les Français s'attendent à payer plus cette année ; mettent en doute la justice des mesures annoncées ; ciblent en particulier l'Etat.

⇒ Le message sur les baisses d'impôt n'a pas encore pris : 43% des Français pensent que leur IR va augmenter cette année, 5% qu'il va baisser (et 20% rester stable - 32% ne le paient pas).

Parmi les professions intermédiaires (a priori les plus concernées), 10% pensent qu'il va baisser contre 56% qu'il va augmenter.

⇒ Outre la crédibilité des annonces sur l'IR, leur justice est également mise en cause : seuls 35% jugent que la suppression de la première tranche permettra de « *rendre le système fiscal plus juste* » (63% pensent le contraire).

Ces perceptions n'ont pas évolué par rapport à octobre dernier, où 37% pensait que la suppression de la première tranche de l'IR permettra de rendre le système fiscal plus juste. La gauche y est même devenue un peu moins favorable : en octobre, les électeurs de premier tour de 2012 étaient 53% à juger cette baisse « *juste* », ils ne sont plus que 46% aujourd'hui.

➤ Dans un contexte où chacun soupçonne l'autre d'être plus favorisé que soi, il est toujours aussi difficile de faire entendre le bien-fondé de mesures perçues comme catégorielles.

Au-delà du niveau des impôts, le rejet du système fiscal tient (de plus en plus) au sentiment d'une non-mise à contribution générale et équitable - que chaque nouvelle mesure sectorielle semble désormais conforter.

⇒ Les Français anticipent également une hausse des impôts locaux : 2% pensent que ces impôts vont baisser contre 63% augmenter (et 19% rester stable - 16% disant ne pas les payer).

Mais ils en imputent la responsabilité à l'Etat : 62% (59% à gauche) estiment que « *c'est la faute de l'Etat qui réduit les budgets des collectivités territoriales* » contre 36% qui pensent que « *c'est la faute de certaines collectivités qui refusent de faire un effort de réduction de leurs dépenses* ».

➤ Le sentiment que l'Etat réduit ses dépenses s'est beaucoup dégradé ces derniers mois (-9 points depuis décembre, -18 points en un an) – peut-être dû à un combat contre les déficits dont nous parlons moins.

Sans doute cela affaiblit-il le contraste entre baisse des dépenses et des impôts par l'Etat ; et absence d'efforts de réduction des dépenses donc hausse des impôts par les collectivités locales.

3. Vote obligatoire : un intérêt mais des hésitations ; et une demande avant tout d'exemplarité de la classe politique.

⇒ Pour 66% des Français, voter est « *avant tout un devoir* », contre un tiers qui pense que c'est « *avant tout un droit* ». Ce sentiment est également marqué à gauche (63%, dont 69% au PS). Même chez ceux qui disent ne pas avoir voté aux élections départementales, 53% pensent que c'est un devoir plutôt qu'un droit.

⇒ L'opinion est cependant beaucoup plus partagée sur le vote obligatoire : 50% se déclarent favorables à « *sanctionner le fait de ne pas voter, tout en reconnaissant le vote blanc comme un vote à part entière* » - 59% des sympathisants PS.

⇒ La sanction en particulier semble rebuter : aucune des hypothèses testées ne recueille une majorité d'adhésion : 35% approuveraient des travaux d'intérêt général, 33% une amende de 50 euros, 27% la suspension des droits sociaux et allocations familiales, 23% l'interdiction de passer des examens comme le permis de conduire ou les concours de la fonction publique, 10% une amende de 500 euros, 4% une peine de prison avec sursis... Pour chacune de ces mesures, la gauche y est encore moins favorable que la droite.

⇒ A l'inverse, des points appuis existent : 68% jugent que le vote obligatoire « *permettra de mieux prendre en compte l'avis de tous les citoyens* », et 61% jugent que cela « *renforcera le*

sentiment de citoyenneté et d'appartenance au pays de tous les Français ». Et Seuls 35% craignent que cela « *renforcera les partis politiques les plus radicaux* ».

⇒ Mais le blocage semble surtout provenir d'un sentiment de deux-poids deux-mesures : obliger les citoyens à s'impliquer, alors que la classe politique ne donne pas l'exemple et s'en exonèrerait une fois de plus. Beaucoup de commentaires (et de courriers) tournaient ainsi autour de l'idée : « commencez par obliger les députés absents de l'hémicycle à voter ». 87% des sondés souscrivent à l'idée que « *c'est avant tout aux responsables politiques de donner envie de voter aux citoyens* ».

➤ Ce débat, s'il se développe, peut avoir de vrais points d'appuis : il s'inscrit dans la conception majoritaire que voter est un devoir avant d'être un droit ; porte un projet de refus de consumérisme démocratique ; décline un discours simple et attendu sur la citoyenneté, les règles, l'engagement.

Mais dans l'état de défiance vis-à-vis de la classe politique, il paraît ne pouvoir être acceptable que dans un paquet de rénovation des pratiques politiques. Chacun prend ses responsabilités : les élus qui redeviennent exemplaires, les citoyens qui se remettent à voter.

Adrien ABECASSIS